

Demande de calcul de quotient familial

Vous calculez le quotient pour l'année : _____ (Fournir votre (ou vos) avis d'imposition de l'année précédente)

Numéro de référence Famille : _____ (figure en haut à gauche de votre facture de restauration scolaire ou d'activité périscolaire)

RENSEIGNEMENTS SUR LES ENFANTS

Rappel : un seul formulaire pour les enfants ayant les mêmes responsables légaux – N'indiquer que les enfants pour lesquels le calcul du quotient est nécessaire

Nom	Prénom	Date de naissance (jj/mm/aaaa)

RENSEIGNEMENTS SUR LES PARENTS

Responsable Légal 1 <input type="checkbox"/> Le père <input type="checkbox"/> La mère <input type="checkbox"/> Le tuteur	Responsable Légal 2 <input type="checkbox"/> Le père <input type="checkbox"/> La mère <input type="checkbox"/> Le tuteur
Nom : _____	Nom : _____
Prénom : _____	Prénom : _____
Adresse : _____	Adresse : _____
Code Postal : _____	Code Postal : _____
Ville : _____	Ville : _____
_____	_____
Email : _____	Email : _____

Votre situation actuelle / vos revenus :

(Selon votre situation familiale, vous devrez joindre à votre demande la copie de votre (ou vos) avis d'imposition ou de non-imposition)

- Un seul avis d'imposition (ou de non-imposition) à fournir dans les cas suivants :**
Couple marié, pacsé, famille monoparentale, personne célibataire, veuve ou divorcée avec enfant(s) à charge figurant sur l'avis d'imposition ou de non-imposition
Revenu fiscal de référence : _____ Nombre de parts : _____
- Deux avis d'imposition (ou de non-imposition) à fournir dans les cas suivants :**
Couple en concubinage, en situation de garde alternée avec enfant(s) à charge figurant sur l'avis d'imposition ou de non-imposition
Revenu fiscal de référence
 Responsable Légal 1 : _____ Nombre de parts : _____
Revenu fiscal de référence
 Responsable Légal 2 : _____ Nombre de parts : _____

J'atteste que les déclarations ci-dessus sont conformes à la réalité et je suis informé(e) qu'est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait d'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts (article 441-7 du Code Pénal)

Signature(s)